



MINISTÈRE
DE L'ÉCONOMIE,
DES FINANCES
ET DE LA RELANCE

Liberté
Égalité
Fraternité

Direction générale du Trésor



NOUVELLES D'ESPAGNE

Développement Durable et Industrie

UNE PUBLICATION DU SERVICE ÉCONOMIQUE REGIONAL

DE MADRID

Edition : automne 2021

En bref

Le secteur du tourisme espagnol maintient un niveau d'activité très inférieur à celui d'avant la pandémie. Le Gouvernement prévoit pour 2021 une activité touristique correspondant à 51 % de celle de 2019 et un retour à la normale en 2022 (toutefois les acteurs économiques du secteur ne sont pas aussi optimistes). Le secteur devrait atteindre 8,4 % du PIB national, loin des 12,4 % de 2019, mais en nette progression par rapport à 2020 (5,5 % du PIB).

LE CHIFFRE À RETENIR

30 %

Fin septembre, l'Espagne a accueilli 30% du volume des touristes étrangers enregistré en 2019 sur la même période

Zoom sur

Le plan de relance, de transformation et de résilience est l'instrument clé en Espagne pour l'engagement des fonds européens « **Next Generation** ». Ce plan définit la feuille de route pour la modernisation de l'économie, la reprise de la croissance économique et la création d'emplois au lendemain de la crise du COVID-19. Le plan se concentre sur la 1^{ère} phase de mise en œuvre et détaille les **investissements et les réformes** pour la période 2021-2023, **en mobilisant près de 70 Mds d'euros de transferts**. Le plan est articulé sur **quatre objectifs transversaux** : une Espagne plus verte, plus numérique, plus solidaire socialement et territorialement et plus égalitaire.

<https://planderecuperacion.gob.es>

🌱 Energie- environnement

L'industrie et le secteur du transport routier de marchandises, premières victimes de la hausse des prix de l'énergie

Le Gouvernement a adopté depuis le début de l'été une série de mesures pour contenir la hausse du prix de l'électricité des ménages, parmi lesquelles : une baisse de la TVA sur l'électricité (de 21% à 10%) et une réduction temporaire de l'impôt spécial sur l'électricité (passant de 5,11% à 0,5%). Aucune mesure n'a été adoptée à ce stade afin de contenir l'impact de cette hausse sur le secteur de l'industrie. Dans ce contexte, cinq

entreprises ont décidé d'interrompre momentanément leur production, considérant que les coûts énergétiques pèsent trop lourdement sur leur rentabilité ; c'est notamment le cas du producteur de fertilisants FERTIBERIA (interruption jusqu'à fin novembre) et du producteur d'acier SIDENOR (interruption pendant vingt jours). Critiquant également l'inaction du Gouvernement face à la hausse des prix des carburants, la principale association du secteur transport routier de marchandises du pays (*Comité nacional del transporte por carretera*) vient d'annoncer qu'elle ferait deux jours de grève (du 20 au 21 décembre) afin de protester notamment, contre l'absence de mesures prises pour contenir la hausse du prix des carburants (+ 30% depuis un an).

XXXII sommet hispano-portugais: volet énergie

Les gouvernements de ces deux pays se sont retrouvés le 25 octobre dernier à Trujillo (dans la région d'Estrémadure) dans le cadre d'un sommet bilatéral annuel. En matière énergétique les Ministres chargés de l'énergie de l'Espagne et du Portugal **ont rappelé l'importance des interconnexions énergétiques entre la péninsule ibérique et le reste de l'Europe** et souligné l'importance des gaz renouvelables dans la transition énergétique et notamment de l'hydrogène. A ce sujet, ces deux pays ont convenu d'étudier l'impact que pourrait avoir l'éventuelle utilisation des réseaux de gaz naturel pour le transport d'hydrogène (notamment en matière d'efficacité énergétique).

L'Espagne poursuit le déploiement de ses capacités d'EnR

Dans le cadre des objectifs que l'Espagne s'est fixé dans son Plan national intégré énergie climat (60 GW d'EnR supplémentaires d'ici 2030 permettant d'assurer un bouquet énergétique avec 74% de renouvelable à cette échéance), le Ministère pour la transition écologique et le défi démographique a organisé le 24 octobre dernier un appel d'offres (AO) pour l'installation de

nouvelles capacités d'EnR (le deuxième pour l'année 2021), d'un volume de 3.125 MW (dont 2.258 MW de capacité éolienne terrestre et 865 MW de projets photovoltaïques). Les enchères ont abouti à un prix moyen pondéré de 31,65€/MWh pour le photovoltaïque et de 30,18€/MWh pour l'éolien. Un total de 61 entreprises énergétiques ont participé à cet AO. La société espagnole Capital Energy se démarque en remportant une grande partie des lots (1.540 MW sur l'éolien).

Premier vol expérimental avec des carburants d'aviation durables d'origine alimentaire

La compagnie aérienne IBERIA a annoncé avoir effectué un premier vol (le 24 octobre dernier, sur la liaison Madrid-Bilbao) utilisant des bio-carburants synthétiques (1,8% du réservoir) à partir de déchets d'huiles et de graisses alimentaires grâce auxquelles celui-ci aurait permis de réduire de 1,4 tonne ses émissions de CO₂.

Interdiction de la chasse au loup en Espagne

Le Gouvernement de Pedro Sánchez a interdit le 20 septembre dernier la **chasse au loup dans tout le pays**. Jusqu'ici, les régions au nord du fleuve Duero traitaient le loup comme une espèce cynégétique, ce qui permettait d'organiser des chasses de régulation. Le Secrétaire d'État à l'Environnement, Hugo Morán, a indiqué que « lorsqu'il s'agit d'une espèce rare comme le loup ibérique, la responsabilité de sa conservation doit concerner l'ensemble du territoire espagnol ». Les régions de Cantabrie, des Asturies, de la Galice et de la Castille-et-Léon, opposées à cette nouvelle régulation (régions qui concentrent l'immense majorité de la population de loups du pays, estimée à 2 500), ont annoncé qu'elles déposeraient un recours en justice contre cette interdiction.

Industrie

La crise des microprocesseurs freine la production de véhicules en Espagne. Stellantis, Seat, Ford et Mercedes retardent leurs prévisions de production en Espagne. Le secteur de l'automobile considère que le problème d'approvisionnement des microprocesseurs va se poursuivre **jusqu'à début 2023**. Au cours des 9 premiers mois 2020, la **production espagnole de véhicules a été réduite de -25% par rapport à 2019**, atteignant un total de 1,5 millions d'unités cumulées en septembre 2021. Par rapport 2020, on constate en revanche une petite augmentation de +3,6%.

La «taxe Google espagnole» collecte 92M€ en 6 mois, soit 20% des prévisions. Le Gouvernement visait 968 M€ pour 2021. Le Gouvernement espagnol entend prélever 3% sur les revenus générés par certaines activités des géants mondiaux du numérique (publicité ou revente des données personnelles). Ne seront concernées que les entreprises réalisant un chiffre d'affaires global de plus de 750 M€ (dont 3 M€ réalisés en Espagne). Cette taxe sera toutefois supprimée fin 2023 avec l'entrée en vigueur du pacte de l'OCDE sur le régime fiscal mondial des grandes multinationales, dont l'Espagne est signataire.

Transport

Avec un investissement de 1,7Md€, le projet d'extension de l'aéroport El Prat-Barcelone est différé de 5 ans. Fin septembre, le Conseil des ministres a approuvé les orientations du secteur aéroportuaire espagnol pour la période 2022-2026, sans y inclure l'agrandissement d'El Prat. Ainsi, le projet d'extension de la 3^{ème} piste de l'aéroport de

Barcelone ne pourra s'envisager **qu'après 2026**. Pour le moment, le Gouvernement a **suspendu ce projet après plusieurs désaccords avec la communauté autonome de Catalogne**, compte tenu notamment de l'existence de la zone protégée Natura 2000 « La Ricarda ». Ainsi, le plan d'investissement actuel s'élève à 250 M€ sur 5 ans (contre 2,25 Md€ initialement étaient prévus avec le projet d'extension). L'organisation patronale a critiqué la position de l'exécutif catalan considérant que ce projet offrirait un potentiel de création d'emplois substantiel, à l'instar du projet d'extension de l'aéroport Adolfo Suarez-Barajas à Madrid.

L'achat d'Air Europa par le groupe IAG se complique à cause des conditions imposées par la CE et la dette cumulée. L'examen par les autorités européennes d'un éventuel rachat d'Air Europa par le groupe IAG (notamment maison mère d'Iberia) impose **la cession à un tiers d'une partie des liaisons aériennes** à fort potentiel opérées actuellement par la compagnie (notamment le Madrid - Miami). Cette décision est problématique pour IAG qui attendait beaucoup de ces lignes. En outre, la mauvaise situation financière d'Air Europa, due notamment à son **endettement¹ croissant**, diminue l'intérêt d'une telle reprise par IAG. Dans ce contexte, IAG envisagerait une 2^{ème} réduction du prix d'achat² ce qui ferait perdre une grande partie de la valorisation d'Air Europa et constituerait un frein pour les propriétaires à poursuivre la négociation.

Air Europa envisagerait une nouvelle stratégie en se tournant vers d'autres investisseurs et d'engager des négociations avec Air France-KLM (principal concurrent d'IAG).

¹ La dette actuelle d'Air Europa est d'environ 800M€ (475M€ à rembourser avant 2026 de l'aide du gouvernement) le prêt de 140M€ garanti par l'ICO (institut de crédit officiel) et 180M€ de location d'avions.

² Le prix de vente initial de 1 000 M€ est déjà passé à 500 M€ suite à la perte d'activité et crise financière d'Air Europe originées par la Covid 19.

Tourisme

Suite à l'amélioration des indicateurs Covid19, les régions lèvent les restrictions pour le secteur hôtelier et la restauration. Les établissements de nuit sont aussi autorisés. Avec une incidence de 67 cas cumulés à 14 jours au 11 novembre et avec 80% de la population espagnole complètement vaccinée (deux doses), la situation dans les régions se normalise. Les Communautés de Madrid, de la Navarre, de Castilla y León, de Castilla-La Mancha et d'Estrémadure ont levé les restrictions de capacité et d'horaires d'ouverture de la restauration et des boîtes de nuit. Les Baléares ont recouvert les discothèques début d'octobre. En Catalogne, un certificat covid (ou un PCR négatif), est nécessaire pour l'accès aux boîtes de nuit. Pour autant, les conditions du port du masque à l'intérieur et le maintien de la distance de sécurité, (approuvés par le décret-loi royal de 2020 du gouvernement espagnol), restent toujours d'actualité.

Eruption du volcan à l'île de La Palma : appel aux touristes afin de l'aider à surmonter la crise par. La catastrophe s'avère terrible pour les 2 moteurs économiques de l'île des Canaries: l'agriculture et le tourisme. Après la crise du coronavirus (revenus de 82 M€ en 2020 face aux 285 M€ de 2019), l'éruption du volcan est un coup fatal pour l'économie au début de la saison touristique: « En temps normal, l'occupation des hôtels est d'environ 80 % en haute saison (entre novembre et mars). En septembre 2020, elle était d'environ 70%, mais avec l'éruption volcanique le taux est passé à 15% ». Un plan d'aide de 206 M€ (reconstruction des infrastructures, l'approvisionnement en eau,

les secteurs agricole et touristique ainsi que pour la promotion de l'emploi) a été approuvé début octobre en Conseil des ministres. Par ailleurs, considérant que l'impact de l'éruption ne concerne que 10% de l'île, les autorités de canaries appellent les touristes à maintenir leurs séjours.

L'Espagne a accueilli 16,9 millions de touristes étrangers cet été soit 45 % de moins que l'été 2019. Le tourisme en Espagne affiche une légère reprise, mais il est très loin des chiffres d'avant covid. En août 2021, l'Espagne a reçu la visite de 5,2 millions de touristes internationaux, soit 112,8 % de plus qu'au cours du même mois en 2020 mais deux fois moins qu'en 2019. En cumul fin septembre, les touristes français conservent la 1^{ère} position, avec près de 4 millions de voyageurs en augmentation de 23% par rapport à la même période de 2020. Selon la ministre espagnole de l'Industrie, du Tourisme et du Commerce "ces données consolident la tendance à la reprise du tourisme international et confirment que l'Espagne est perçue comme une destination sûre". Cet optimisme n'est pas partagé par les acteurs économiques: 19,7 millions de touristes étrangers sont arrivés depuis le début de l'année soit à peine 30 % des 67 millions arrivés sur la même période en 2019. Entre janv. et sept 2021, les dépenses cumulées ont atteint 22 Md€ soit +23,6% par rapport à 2020 mais -70% par rapport à 2019 (73 830 M€). Selon le secteur "l'avenir du tourisme étranger est encore incertain et il faudrait augmenter les vols vers l'Espagne ainsi que retirer toutes les restrictions d'entrée car les seuls touristes nationaux ne sont pas en mesure de compenser une baisse de 70 % dans les arrivées et les dépenses des voyageurs étrangers."

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.
Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international



Responsable de la publication :
Rédacteurs :

Cyril Forget
Emmanuel Cros, Alvaro Espino, Sandra de Gregorio